A°· 1925.  N°· 40.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 15n. Juni 1925, No. 478, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 28sten April 1925 (Staatsblad No. 169), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Litauen, op 10 Juni 1924 te Kowno tot stand gekomen door wisseling van nota's tusschen Harer Majesteits Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Litauen (Staatsblad 1925, No. 119).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 19 Mei 1925, 4de Afd. No. 33/155, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 28sten April 1925 (Staatsblad No. 169), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Litauen, op 10 Juni 1924 te Kowno tot stand gekomen door wisseling van nota's tusschen Harer Majesteits Gezant te Kopenhagen en den Minister van Buitenlandsche Zaken van Litauen (Staatsblad 1925, No. 119).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 28 April 1925, nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 19n. September 1925.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van den 26sten Maart 1925 (*Staatsblad* n°. 119), houdende goedkeuring van de voorloopige regeling der handelsbetrekkingen tusschen *Nederland* en *Litauen*, op 10 Juni 1924 te *Kowno* tot stand gekomen door wisseling van nota's tusschen Onzen Gezant te *Kopenhagen* en den Minister van Buitenlandsche Zaken van *Litauen*, van welke nota's een afdruk en een vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 23sten April 1925, Directie van het Protocol, n°. 11650;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovenbedoelde nota's te doen bekendmaken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem betreft, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 28sten April 1925.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *veertienden* Mei 1925.

De Minister van Justitie,
HEEMSKERK.

République de Lithuanie.

Ministère des Affaires Etrangères.

Kaunas, le 10 juin 1924.

Excellence,

I. Les Gouvernements lithuanien et néerlandais désirant développer les relations commerciales entre la Lithuanie et les Pays-Bas, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Lithuanie est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6, 7 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants néerlandais, aux sociétés néerlandaises (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, dans le territoire lithuanien un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui, accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur en Lithuanie en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas; ni aux droits de la Lithuanie de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés néerlandais en Lithuanie; l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions; ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'égard de l'importation, de

Son Excellence
Monsieur Willem L. F. C. Chevalier de Rappard,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas, à Copenhague.

l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

3. Les bâtiments néerlandais jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales de la Lithuanie d'un traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments lithuaniens ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement lithuanien se réservant toutefois le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments lithuaniens.

4. Le Gouvernement lithuanien s'engage en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers la Lithuanie y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant des ou destinés aux Pays-Bas, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux lithuaniens ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement lithuanien s'engage de plus à appliquer, à condition de réciprocité, les dispositions du présent arrangement aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de ces pays et à leurs ressortissants, sociétés et bâtiments.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent arrangement n'accordent à aucune des parties contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à laquelle le Gouvernement lithuanien ou le Gouvernement néerlandais ont adhéré ou adhéreront à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lithuanie a accordées ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un état tiers.

8. Les Pays-Bas ne pourront pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de

frontière qui pour des raisons locales, seraient accordées par la Lithuanie à des Etats limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application et l'exécution du présent arrangement qui n'a pu être résolue entre les Hautes Parties Contractants par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

10. Les dispositions de cet arrangement seront mis à exécution le plus tôt possible dès que les formalités prescrites à cet égard par les lois constitutionnelles des deux parties contractantes auront été accomplies. L'arrangement-continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation, étant toutefois bien entendu que chacune des deux parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent arrangement, qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(signé) GALVANAUSKAS.

Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères.

Légation des Pays-Bas.

N°. 17 H. 202.

Kowno, le 10 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

Les Gouvernements néerlandais et lithuanien désirant développer les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Lithuanie, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas est disposé à garantir, à la réserve des restrictions exprimées aux paragraphes 6 et 8 de la présente et à condition de réciprocité, aux ressortissants lithuaniens, aux sociétés lithuaniennes (anonymes et autres) commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies de navigation, et aux produits du sol et de l'industrie de la Lithuanie, dans le territoire néerlandais un traitement sous tous les rapports au moins aussi favorable que celui, accordé ou à accorder aux ressortissants, aux sociétés et aux produits du sol et de l'industrie du pays étranger le plus favorisé.

Cette disposition ne portera pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les Pays-Bas en matière de la délivrance ou de la prorogation de visas, ni aux droits des Pays-Bas de refuser l'entrée ou le séjour prolongé aux personnes qui seront jugées indésirables.

2. Ce traitement sera accordé en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants et des sociétés lithuaniens aux Pays-Bas; l'exercise du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi qu'en tout ce qui concerne les affaires de commerce et de navigation, à l'egard de l'importation, de l'exportation et du transit; les droits et formalités de douane et les opérations commerciales; le paiement des impôts.

3. Les bâtiments lituaniens jouiront dans les ports, rivières et eaux territoriales du Royaume des Pays-Bas d'un

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, à Kowno.

traitement non moins favorable que celui accordé ou à accorder aux bâtiments néerlandais ou à ceux de la nation étrangère la plus favorisée, le Gouvernement de la Reine se réservant toutefois le droit de ne permettre l'exercice du cabotage qu'aux bâtiments néerlandais.

4. Le Gouvernement de la Reine s'engage en outre à concéder, à condition de réciprocité, le libre passage à travers les Pays-Bas, y compris les eaux territoriales, aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux, venant de ou destinés à la Lithuanie, et à leur accorder en matière de facilités, frais, restrictions etc. un traitement au moins aussi favorable que celui accordé ou à accorder aux personnes, marchandises, bâtiments, voitures, wagons et envois postaux néerlandais ou à ceux d'une autre nationalité, origine, importation ou propriété plus favorisée.

Cette disposition pour autant qu'elle concerne le libre transit de marchandises, ne préjudiciera en rien aux prescriptions légales sur le transit d'armes et de provisions de guerre.

5. Le Gouvernement de la Reine s'engage de plus à appliquer dans les Indes Néerlandaises, dans le Surinam et dans le Curaçao, à condition de réciprocité, les dispositions du présent arrangement à la Lithuanie, ainsi qu'aux produits de son sol et de son industrie et aux ressortissants, aux sociétés et aux bâtiments lithuaniens.

6. Il est bien entendu que les dispositions du présent arrangement n'accordent à aucune des parties contractantes aucun droit ou ne leur imposent aucune obligation dérogeant à une convention générale internationale à la quelle le Gouvernement de la Reine ou le Gouvernement lithuanien ont adhéré ou adhéreront à l'avenir.

7. Les Pays-Bas ne pourront par suite des dispositions précitées exiger les faveurs que la Lithuanie a accordé ou accordera à l'avenir à un des Etats Baltiques (Finlande, Esthonie, Lettonie) ou à ces trois pays, tant que ces avantages n'auront été accordés à un Etat tiers.

8. La Lithuanie ne pourra pas exiger les faveurs relatives aux communications, au trafic et au commerce de frontière qui pour des raisons locales, seraient accordées par les Pays-Bas à des Etats limitrophes.

9. Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent arrangement qui n'a pu être résolu

entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

10. Les dispositions de cet arrangement seront mises à exécution le plus tôt possible dès que les formalités prescrites à cet égard par les lois constitutionnelles des deux parties contractantes auront été accomplies. L'arrangement continuera à être en vigueur jusqu'à la conclusion entre les deux pays d'un traité définitif de commerce et de navigation, étant toutefois bien entendu que chacune des deux parties contractantes aura la faculté de dénoncer le présent arrangement qui alors demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de trois mois à partir de la date de dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(signé) W. L. F. C. van Rappard.

VERTALING.

Republiek Litauen.

Ministerie van
Buitenlandsche Zaken.

Kowno, 10 Juni 1924.

Excellentie,

1. Aangezien de Litausche en de Nederlandsche Regeering de handelsbetrekkingen tusschen Litauen en Nederland wenschen te doen toenemen, heb ik de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat de Litausche Regeering bereid is, onder voorbehoud van de beperkingen, nedergelegd in de paragrafen 6, 7 en 8 dezer nota en op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de Nederlandsche onderdanen, aan de Nederlandsche vennootschappen (naamlooze en andere) op het gebied van handel, nijverheid en financiën, daaronder begrepen de scheepvaartmaatschappijen, en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van Nederland op het grondgebied van Litauen eene behandeling te waarborgen, in alle opzichten ten minste even gunstig als die, toegestaan of toe te staan aan de onderdanen, aan de vennootschappen en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van het meestbegunstigde vreemde land.

Deze bepaling zal geen afbreuk doen aan de in Litauen bestaande voorschriften ten aanzien van de verleening, of verlenging van visa, noch aan de rechten van Litauen om personen, die ongewenscht zullen worden geacht, den toegang of het verdere verblijf te weigeren.

Zijne Excellentie
den heer WILLEM L. F. C. Ridder VAN RAPPARD,
Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Nederlanden, te Kopenhagen.

2. Deze behandeling zal worden toegestaan ten aanzien van al hetgeen betreft de vestiging van Nederlandsche onderdanen en vennootschappen in Litauen, het drijven van handel, de uitoefening der nijverheid en van beroepen, alsmede voor al wat betreft handels- en scheepvaartzaken; ten aanzien van den invoer, den uitvoer en den doorvoer, de douanerechten en formaliteiten en de handelsverrichtingen, de betaling van belastingen.

3. Nederlandsche vaartuigen zullen in de havens, op de rivieren en in de territoriale wateren van Litauen eene behandeling genieten, niet minder gunstig dan die, toegestaan of toe te staan aan de Litausche vaartuigen of aan die van de meestbegunstigde vreemde natie. De Litausche Regeering behoudt zich evenwel het recht voor, de uitoefening van de kustvaart slechts toe te staan aan Litausche vaartuigen.

4. De Litausche Regeering verbindt zich bovendien, op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen, komende van of bestemd voor Nederland, vrijen doortocht door Litauen, daaronder begrepen de Litausche territoriale wateren, toe te staan, en in zake van faciliteiten, kosten, beperkingen, enz. eene behandeling te verleenen, ten minste even gunstig als die, toegekend of toe te kennen aan Litausche personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen, of aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen eener andere, meerbegunstigde, nationaliteit, dan wel herkomstig of ingevoerd uit of het eigendom van een ander land, dat te dezen aanzien gunstiger wordt behandeld.

Deze bepaling zal, voor zoover zij betreft den vrijen doorvoer van goederen, in niets afbreuk doen aan de wettelijke voorschriften nopens den doorvoer van wapenen en oorlogsbehoeften.

5. De Litausche Regeering verbindt zich daarenboven, op voorwaarde van wederkeerigheid, de bepalingen dezer overeenkomst toe te passen op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, alsmede op de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid dezer landen en op hunne onderdanen, vennootschappen en vaartuigen.

6. Het is wel verstaan, dat de bepalingen dezer overeenkomst aan geen der Verdragsluitende Partijen eenig recht

toekennen of haar eenige verplichting opleggen, welke inbreuk zou maken op eene algemeene internationale overeenkomst, waartoe de Litausche Regeering of de Nederlandsche Regeering is toegetreden of in de toekomst zal toetreden.

7. Nederland zal niet op grond van bovenstaande bepalingen aanspraak kunnen maken op de gunsten, die Litauen heeft toegestaan of in de toekomst zal toestaan aan een der Baltische Staten (Finland, Estland, Letland) of aan deze drie landen, zoolang deze voordeelen niet zullen zijn toegestaan aan een derden staat.

8. Nederland zal geen aanspraak kunnen maken op de gunsten met betrekking tot de grensverbindingen, het grensverkeer en den grenshandel, welke om redenen van plaatselijken aard door Litauen aan aangrenzende staten zouden worden toegestaan.

9. Elk geschil over de uitlegging, de toepassing of de uitvoering dezer overeenkomst, hetwelk niet langs diplomatieken weg tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen is kunnen worden opgelost, zal worden onderworpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

10. De bepalingen dezer overeenkomst zullen zoo spoedig mogelijk, nadat de ter zake door de wetten der beide Verdragsluitende Partijen voorgeschreven formaliteiten zullen zijn vervuld, ten uitvoer worden gelegd. De overeenkomst zal van kracht blijven tot de sluiting tusschen beide landen van een definitief verdrag van handel en scheepvaart, met dien verstande evenwel, dat elk der beide Verdragsluitende Partijen de vrijheid zal hebben de onderhavige overeenkomst op te zeggen, in welk geval deze van toepassing zal blijven tot na afloop van drie maanden, te rekenen van den datum der opzegging.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijne bijzondere hoogachting te aanvaarden.

(geteekend:) GALVANAUSKAS,

Voorzitter van den Raad, Minister van Buitenlandsche Zaken.

VERTALING.

Gezantschap der
Nederlanden.

Kowno, 10 Juni 1924.

Mijnheer de Minister,

Aangezien de Nederlandsche en de Litausche Regeering de handelsbetrekkingen tusschen Nederland en Litauen wenschen te doen toenemen, heb ik de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bereid is, onder voorbehoud van de beperkingen, nedergelegd in de paragrafen 6 en 8 dezer nota en op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de Litausche onderdanen, aan de Litausche vennootschappen (naamlooze en andere) op het gebied van handel, nijverheid en financiën, daaronder begrepen de scheepvaartmaatschappijen, en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van Litauen op het grondgebied van Nederland eene behandeling te waarborgen, in alle opzichten ten minste even gunstig als die, toegestaan of toe te staan aan de onderdanen, aan de vennootschappen en aan de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid van het meestbegunstigde vreemde land.

Deze bepaling zal geen afbreuk doen aan de in Nederland bestaande voorschriften ten aanzien van de verleening of verlenging van visa, noch aan de rechten van Nederland om personen, die ongewenscht zullen worden geacht, den toegang of het verdere verblijf te weigeren.

Zijner Excellentie
den Heer Minister van Buitenlandsche Zaken
te Kowno.

2. Deze behandeling zal worden toegestaan ten aanzien van al hetgeen betreft de vestiging van Litausche onderdanen en vennootschappen in Nederland, het drijven van handel, de uitoefening der nijverheid en van beroepen, alsmede voor al wat betreft handels- en scheepvaartzaken; ten aanzien van den invoer, den uitvoer en den doorvoer, de douanerechten en formaliteiten en de handelsverrichtingen, de betaling van belastingen.

3. Litausche vaartuigen zullen in de havens, op de rivieren en in de territoriale wateren van het Koninkrijk der Nederlanden eene behandeling genieten, niet minder gunstig dan die, toegestaan of toe te staan aan de Nederlandsche vaartuigen of aan die van de meest begunstigde vreemde natie. De Regeering der Koningin behoudt zich evenwel het recht voor, de uitoefening van de kustvaart slechts toe te staan aan Nederlandsche vaartuigen.

4. De Regeering der Koningin verbindt zich bovendien, op voorwaarde van wederkeerigheid, aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen, komende van of bestemd voor Litauen, vrijen doortocht door Nederland, daaronder begrepen de Nederlandsche territoriale wateren, toe te staan en in zake van faciliteiten, kosten, beperkingen, enz. eene behandeling te verleenen, ten minste even gunstig als die, toegekend of toe te kennen aan Nederlandsche personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen of aan de personen, goederen, vaartuigen, voertuigen, spoorwagens en postzendingen eener andere, meer begunstigde nationaliteit, dan wel herkomstig of ingevoerd uit of het eigendom van een ander land, dat te dezen aanzien gunstiger wordt behandeld. Deze bepaling zal, voor zoover zij betreft den vrijen doorvoer van goederen, in niets afbreuk doen aan de wettelijke voorschriften nopens den doorvoer van wapenen en oorlogsbehoeften.

5. De Regeering der Koningin verbindt zich daarenboven, op voorwaarde van wederkeerigheid, de bepalingen dezer overeenkomst in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao toe te passen op Litauen, alsmede op de producten van zijn bodem en van zijne nijverheid en op Litausche onderdanen, vennootschappen en vaartuigen.

6. Het is wel verstaan, dat de bepalingen dezer overeen-

komst aan geen der Verdragsluitende Partijen eenig recht toekennen of haar eenige verplichting opleggen, welke inbreuk zou maken op eene algemeene internationale overeenkomst, waartoe de Regeering der Koningin of de Litausche Regeering is toegetreden of in de toekomst zal toetreden.

7. Nederland zal niet op grond van bovenstaande bepalingen aanspraak kunnen maken op de gunsten, die Litauen heeft toegestaan of in de toekomst zal toestaan aan een der Baltische Staten (Finland, Estland, Letland) of aan deze drie landen, zoolang deze voordeelen niet zullen zijn toegestaan aan een derden staat.

8. Litauen zal geen aanspraak kunnen maken op de gunsten met betrekking tot de grensverbindingen, het grensverkeer en den grenshandel, welke om redenen van plaatselijken aard door Nederland aan aangrenzende staten zouden worden toegestaan.

9. Elk geschil over de uitlegging, de toepassing of de uitvoering dezer overeenkomst, hetwelk niet langs diplomatieken weg tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen is kunnen worden opgelost, zal worden onderworpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

10. De bepalingen dezer overeenkomst zullen zoo spoedig mogelijk, nadat de ter zake door de wetten der beide Verdragsluitende Partijen voorgeschreven formaliteiten zullen zijn vervuld, ten uitvoer worden gelegd. De overeenkomst zal van kracht blijven tot de sluiting van een definitief verdrag van handel en scheepvaart tusschen beide landen, met dien verstande evenwel, dat elk der beide Verdragsluitende Partijen de vrijheid zal hebben de onderhavige overeenkomst op te zeggen, in welk geval deze van toepassing zal blijven tot na afloop van drie maanden, te rekenen van den datum der opzegging.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijne bijzondere hoogachting te aanvaarden.

(geteekend:) W. L. F. C. van Rappard.